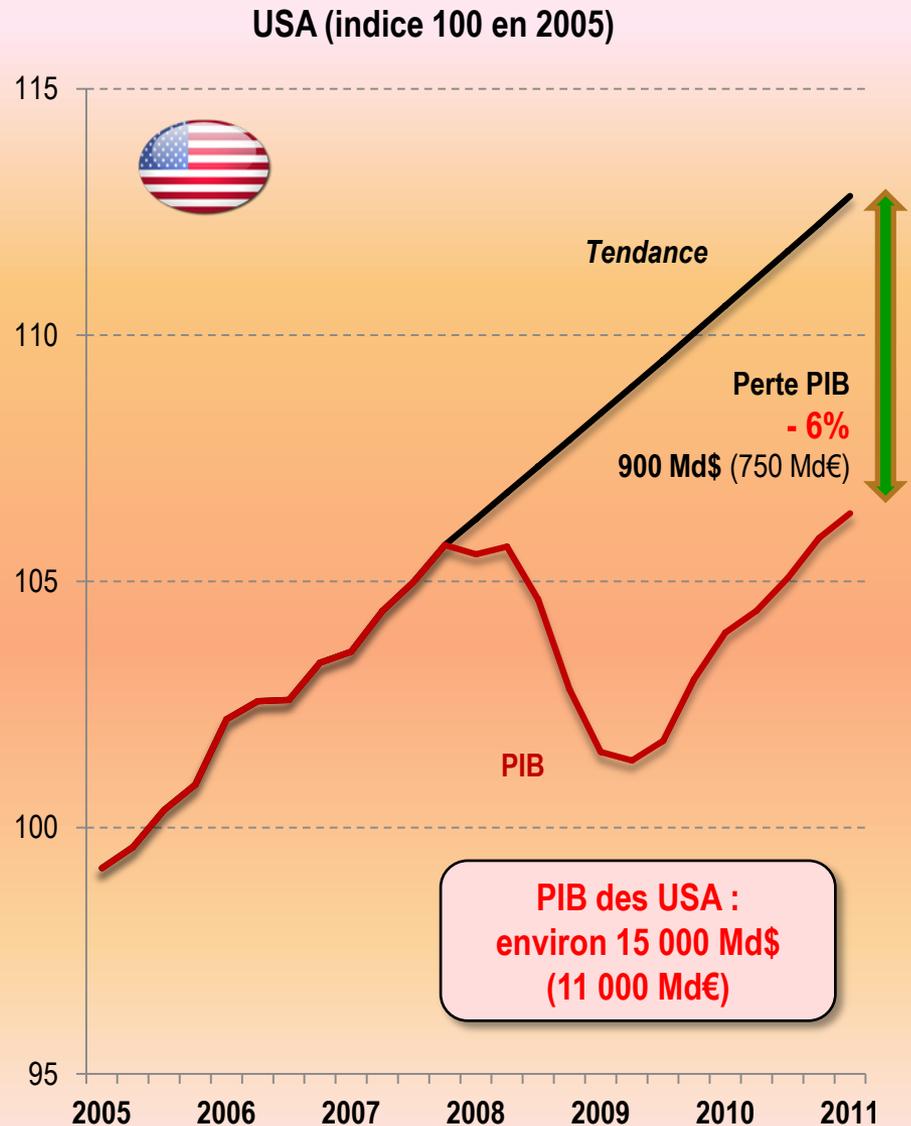
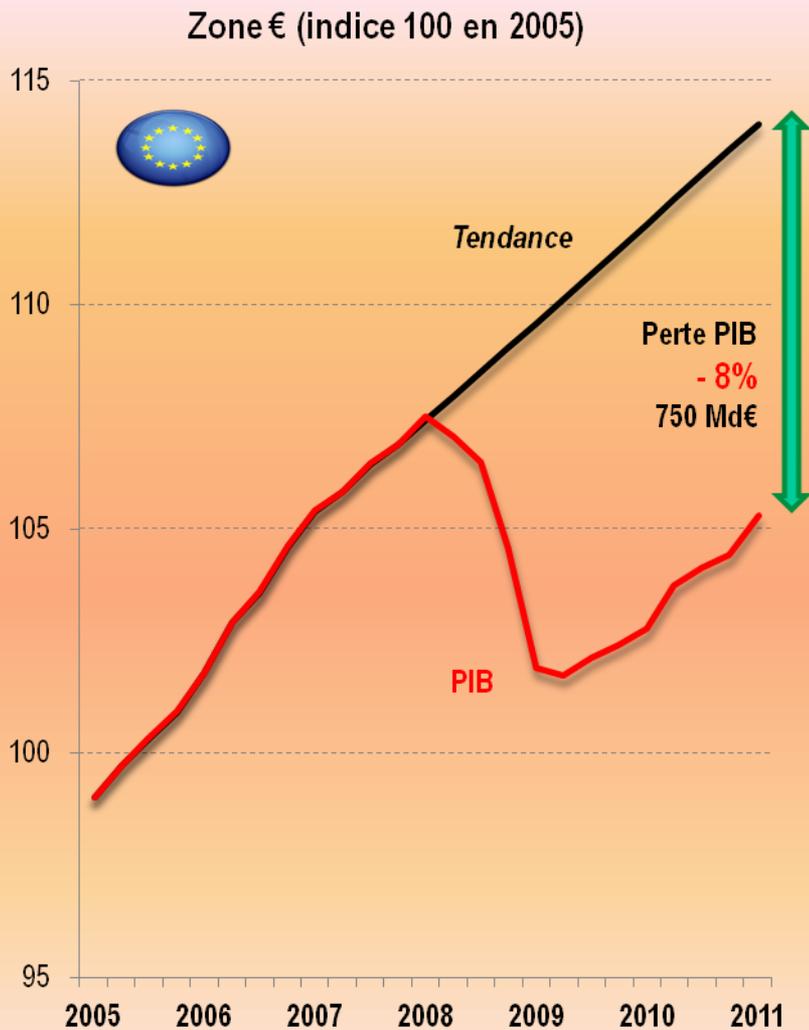


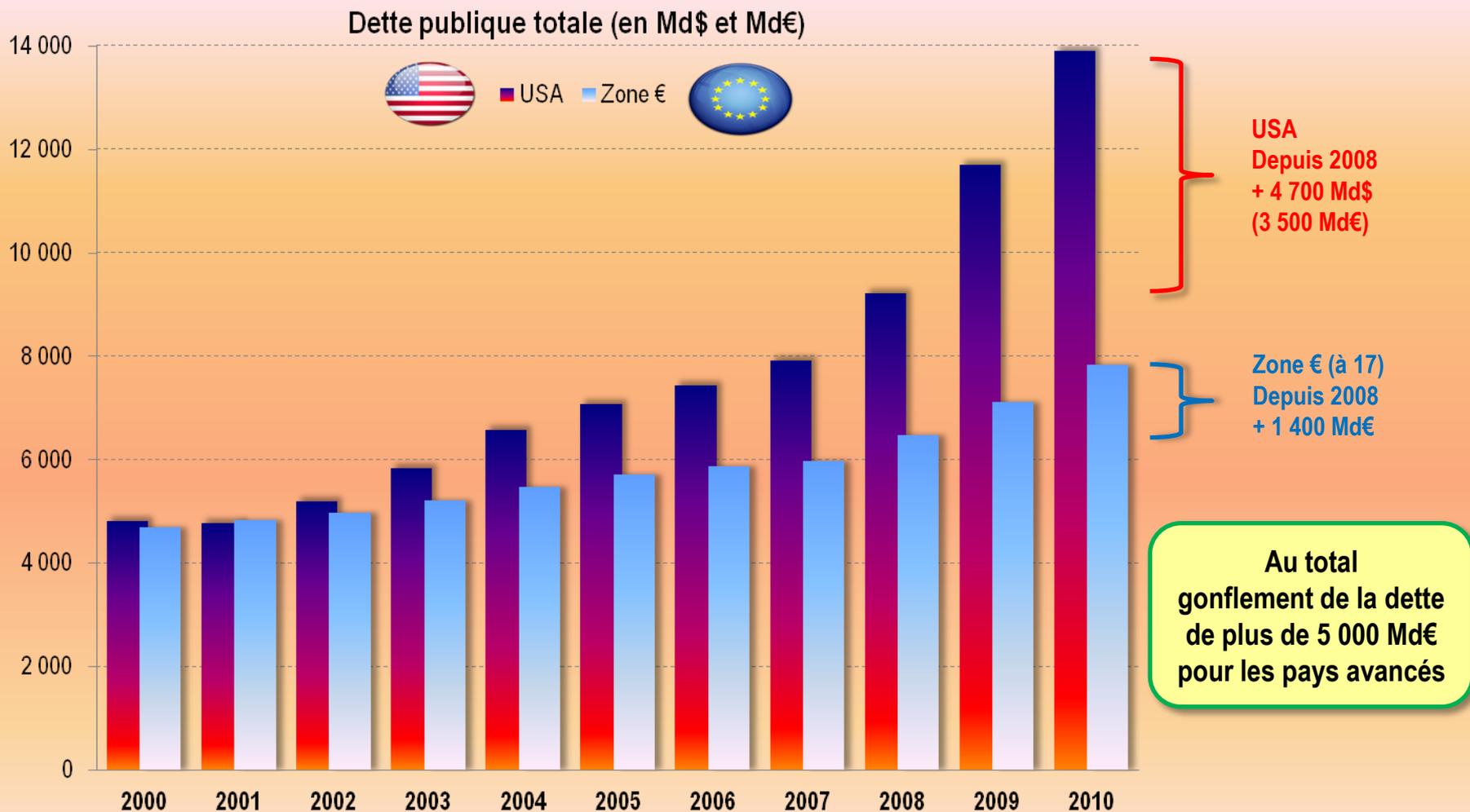
DETTE : ORIGINE ET MÉCANISMES

Perte de croissance due à la crise : 6-8 points environ 900 Md\$ (750 Md€) qui ne seront pas comblés



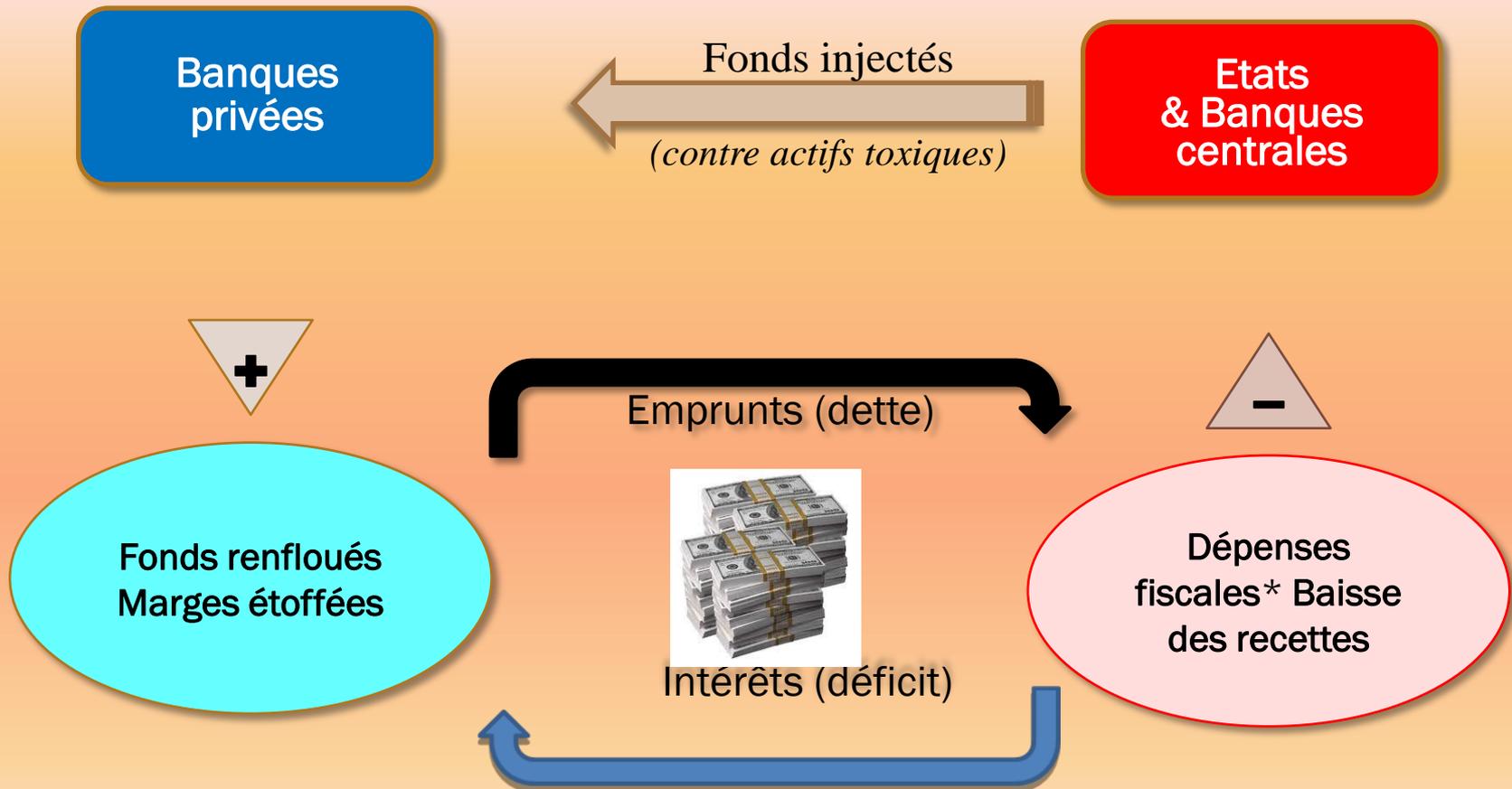
Source : OCDE, calculs M. Husson

Transfert de dette privée à l'Etat : l'explosion... et une bonne affaire pour les banques



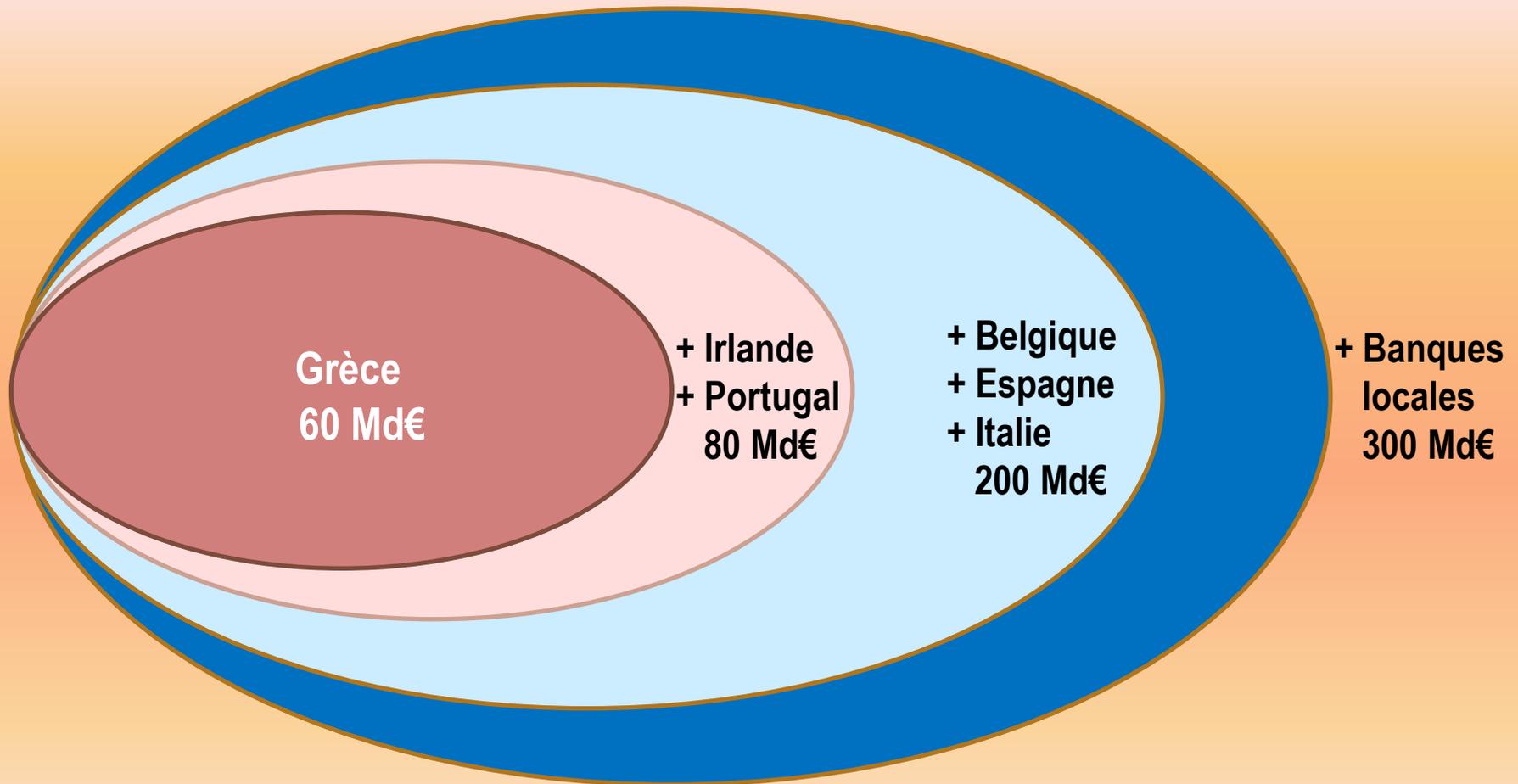
Source : Eurostat, OCDE

Mécanisme global de transformation de la dette privée en dette publique (socialisation des pertes)



* Dépenses fiscales = niches fiscales recensées et déclassées + dérogations diverses, tout cela faisant baisser les recettes

Banques européennes : très exposées aux risques souverains, qui entraîneront inévitablement les banques locales



Source : FMI (Rapport sur la stabilité financière, septembre 2011)

Mécanismes d'amplification de la dette

- Recours de l'Etat aux marchés financiers (interdiction de faire appel aux Banques centrales depuis 1973) : effet à la hausse des taux d'emprunt
- Injection massive de fonds aux banques dans la crise 2008-2009 sans contrôle public sur l'affectation des ressources allouées
- Baisse des recettes de l'Etat amplifiée par la baisse de l'activité
- Effets de la politique fiscale *dégressive* des États:
 - ◆ En faveur des grandes entreprises (nominal : de 45 à 33% de 1990 à 2010)
 - ◆ En faveur des privilégiés (ex. ISF amendé, tranches fiscales, taux effectif inférieur à 20% pour le Top 1%)
 - ◆ Niches fiscales (recensées et déclassées) : 145 Md€ en France
 - ◆ Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982 (par contre dépenses quasiment stables)

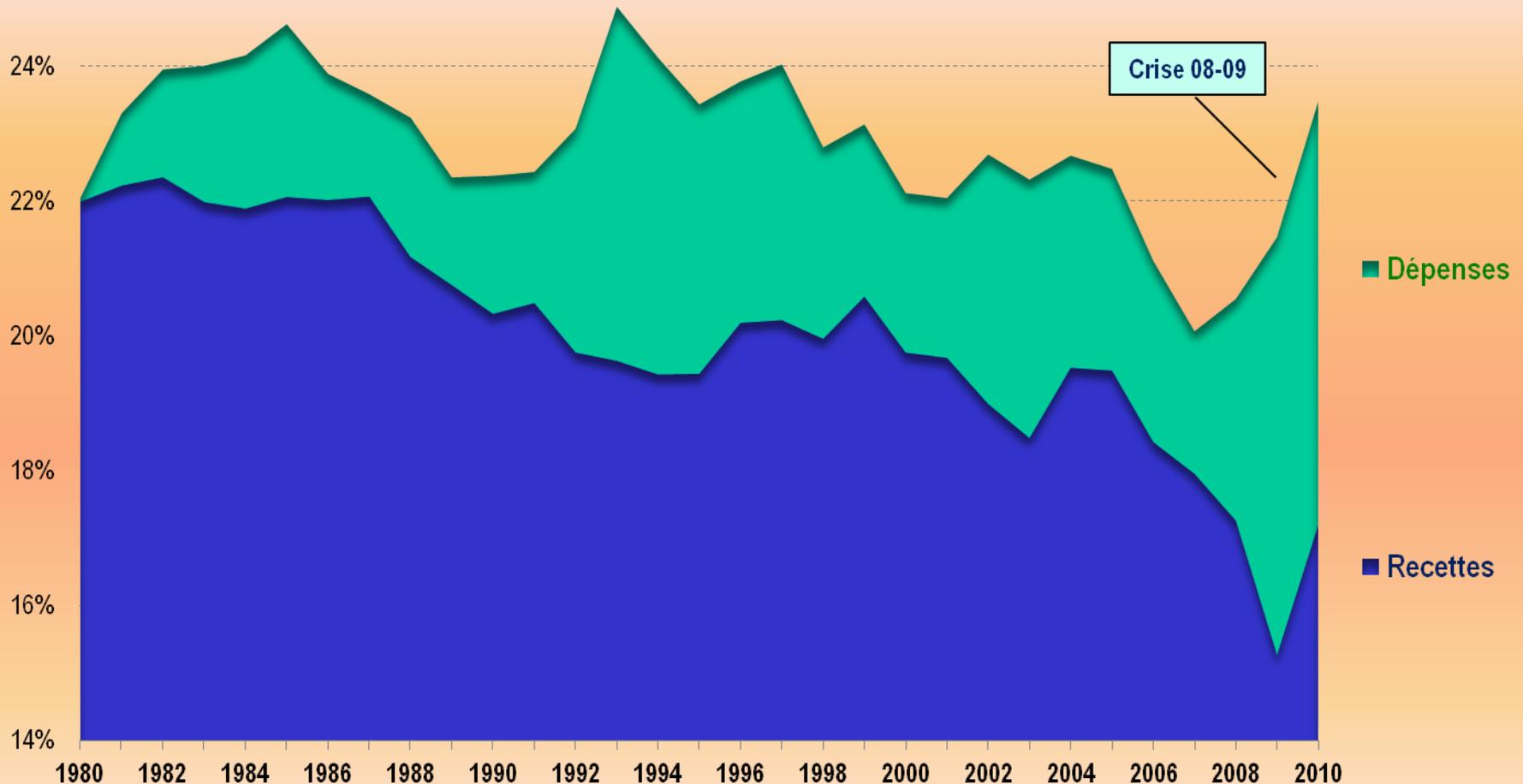
▶ **Redistribution de la richesse...**
... au profit des plus riches



Baisse des recettes accentuée depuis les années 2000 sans augmentation notable des dépenses de l'État

(en % du PIB)

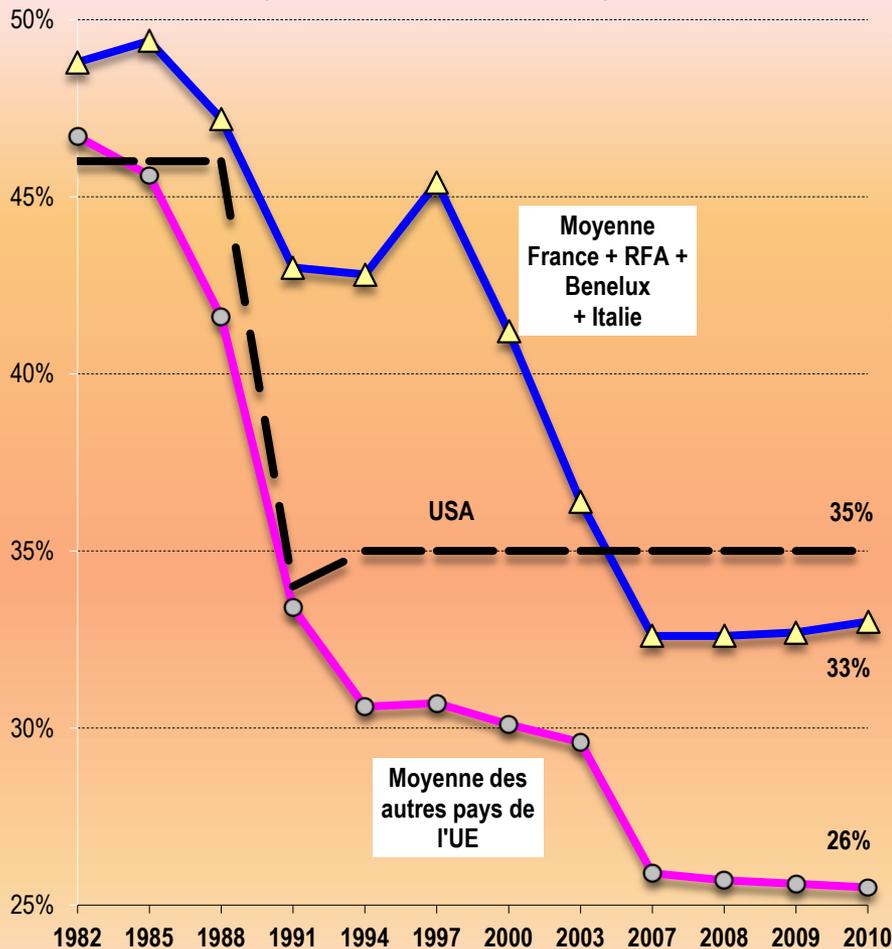
France : dépenses et recettes de l'État (en % du PIB)



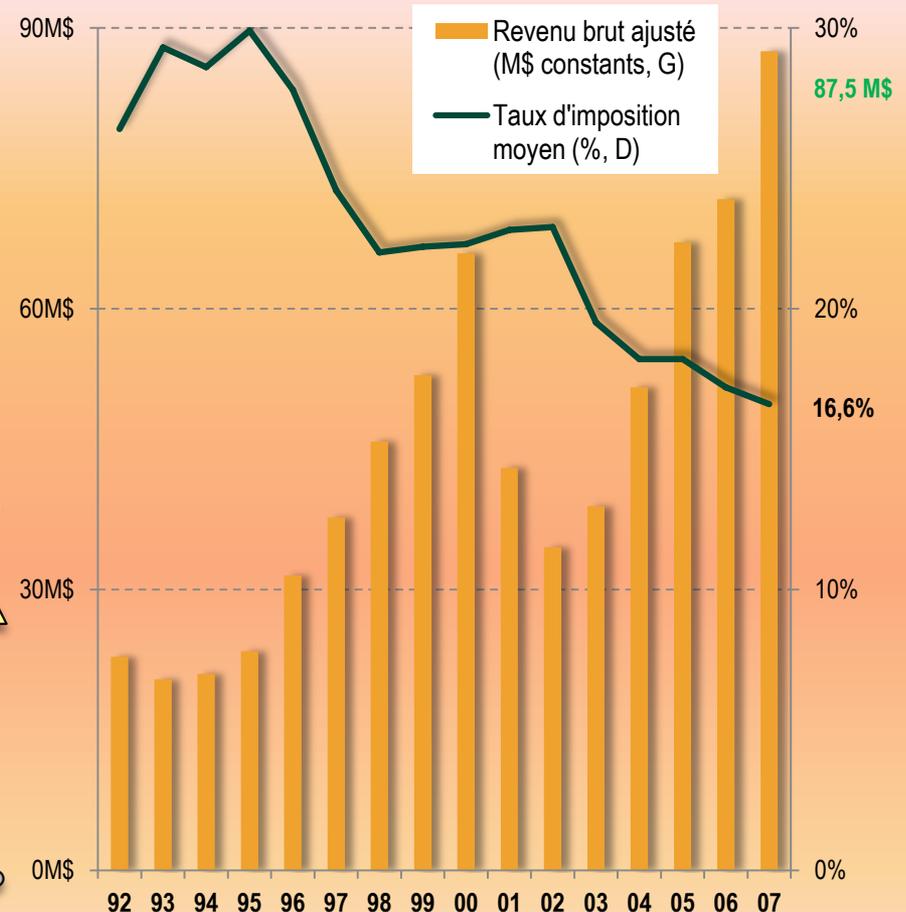
Source : Insee (comptes nationaux de l'Etat)

Fiscalité allégée sur les profits des entreprises et sur les grandes fortunes

Taux d'imposition nominaux sur les bénéfices
(fiscalité nationale et locale)

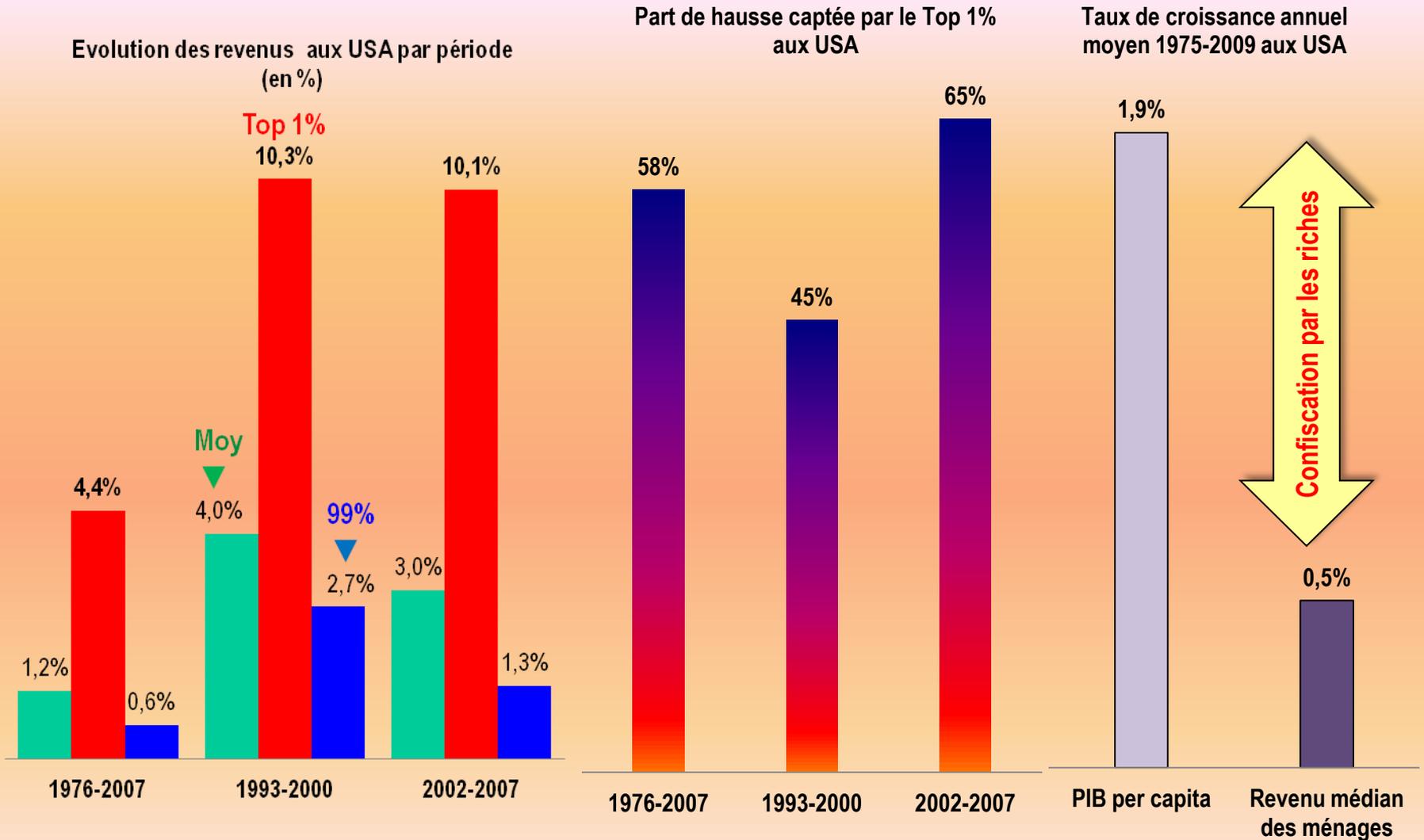


Revenus et taux d'imposition (Top 400 USA)



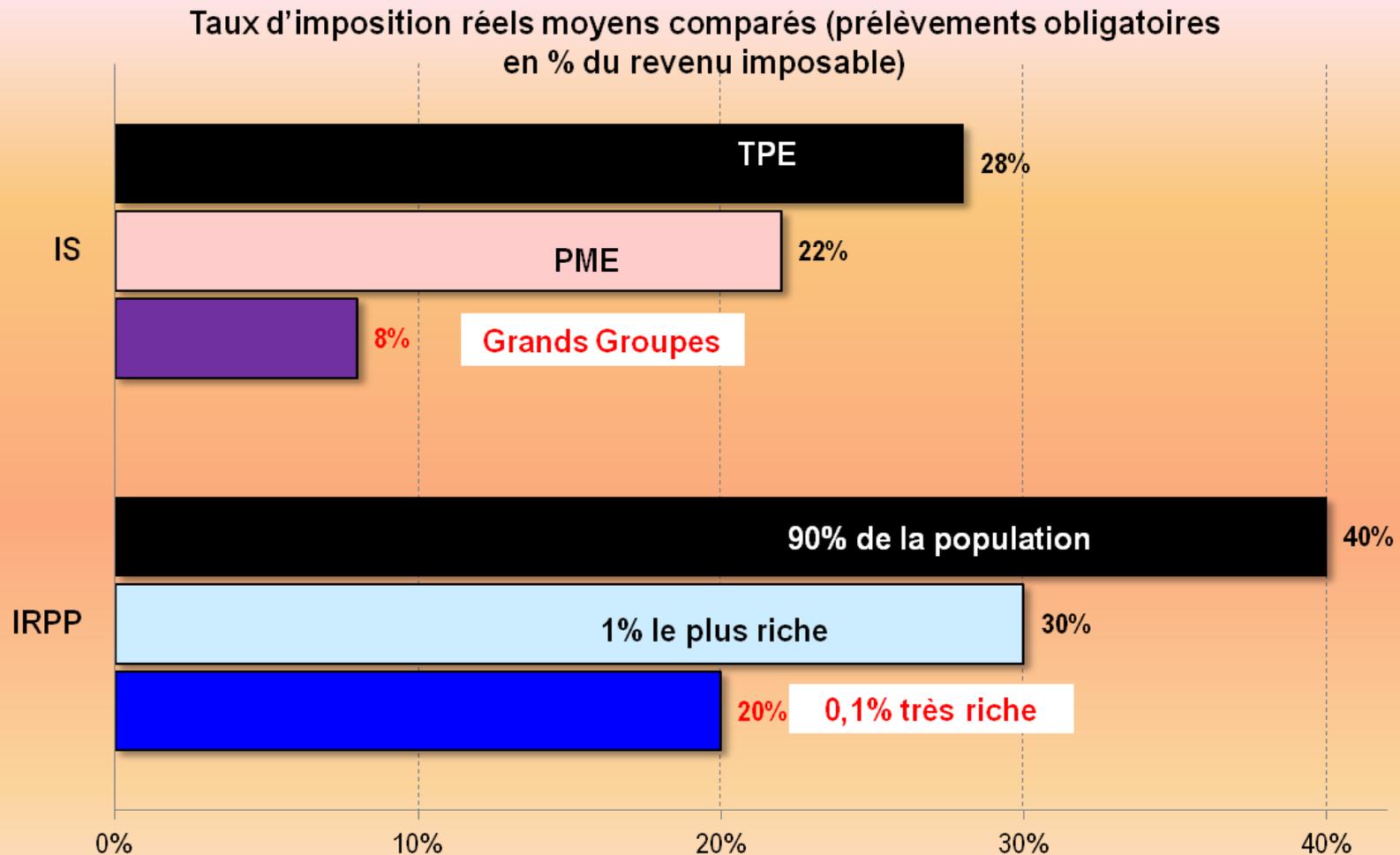
Source : Rapport d'information de la commission des Finances du Sénat français sur les prélèvements fiscaux et sociaux, 2008
Rapport du fisc US (IRS) sur les revenus et impositions des 400 plus hauts contribuables aux USA (février 2010)

Inégalité, pas un vain mot aux USA (et ailleurs) : évolution des revenus et part captée par le Top 1%



Source : Atkinson, Piketty & Saez (Journal of Economic Literature , mars 2011) ; Uwe E. Reinhardt (site New York Times, Economix)

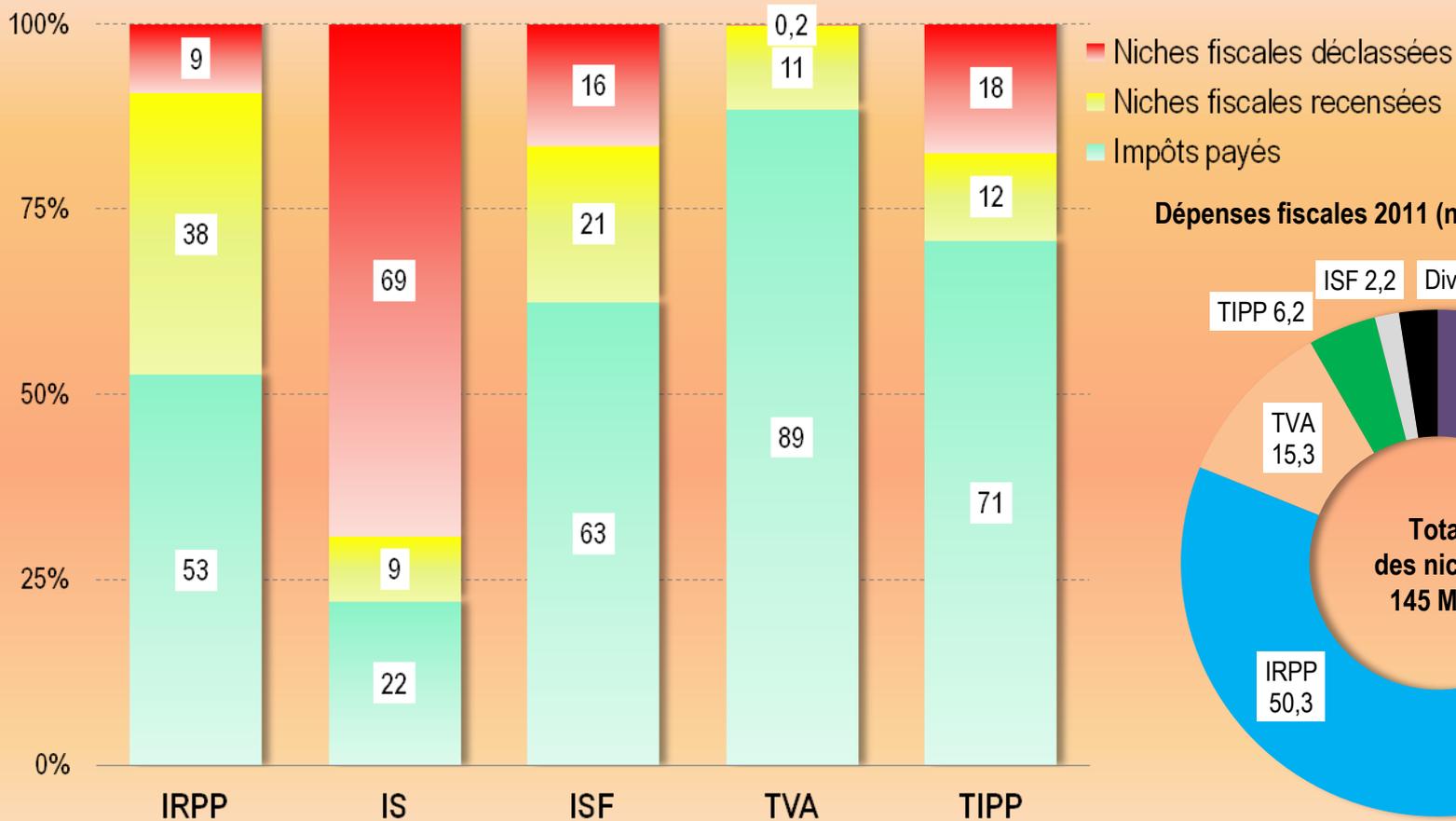
Inégalité fiscale en France : impôt fortement dégressif pour les plus riches



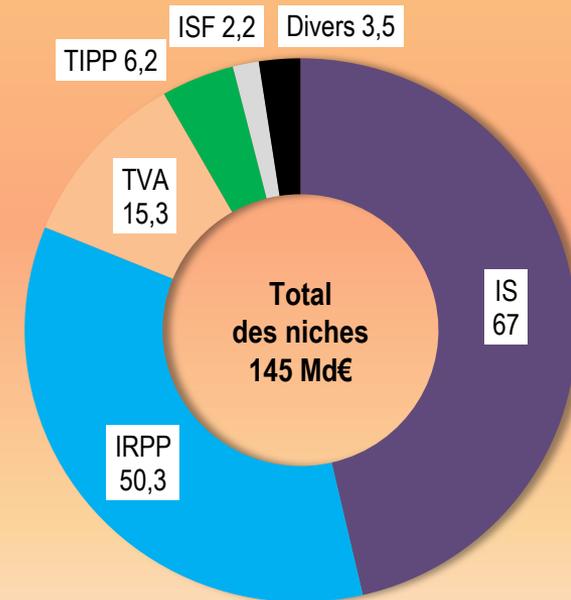
Source : Fondation Copernic : « Un impôt juste pour une société juste » (éd. Syllepse)

Niches fiscales (recensées et déclassées) : environ 145 Md€, soit 95% du déficit annuel de l'Etat

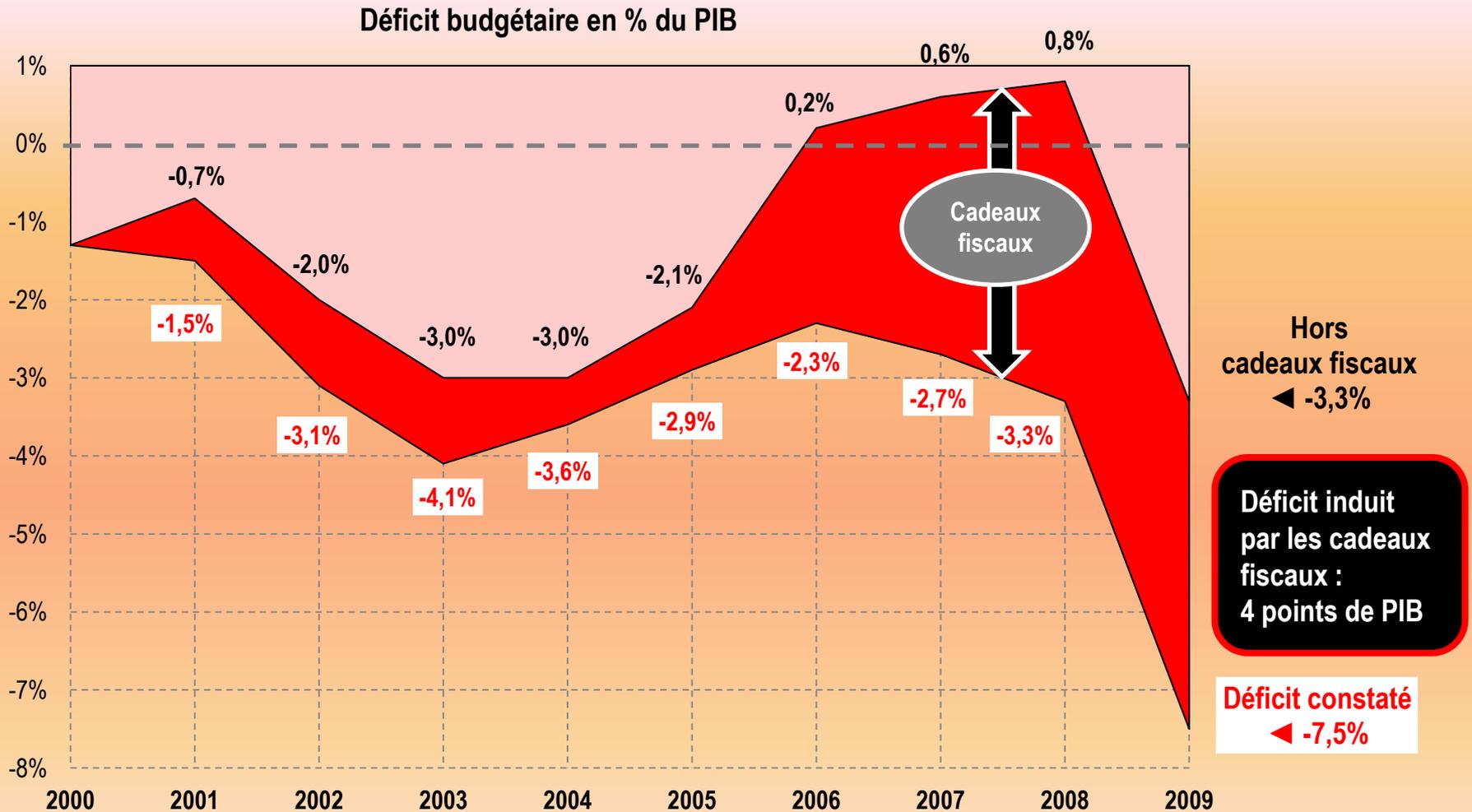
Part des niches fiscales (recensées et déclassées) dans les recettes fiscales potentielles par catégorie en 2009 (en %) ; total 360 Md€ bruts



Dépenses fiscales 2011 (niches en Md€)

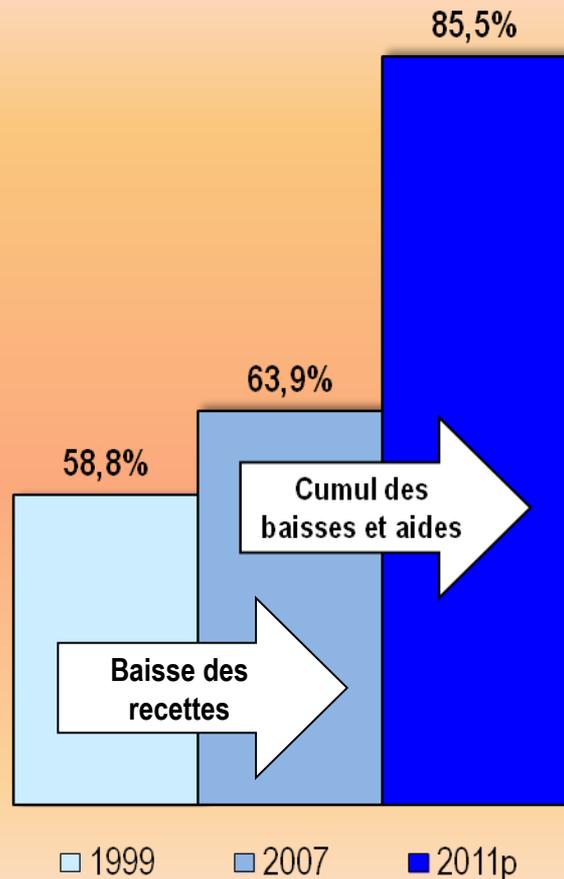


Déficit budgétaire : 4 points de PIB (environ 80 Md€) induits par les nombreux cadeaux fiscaux

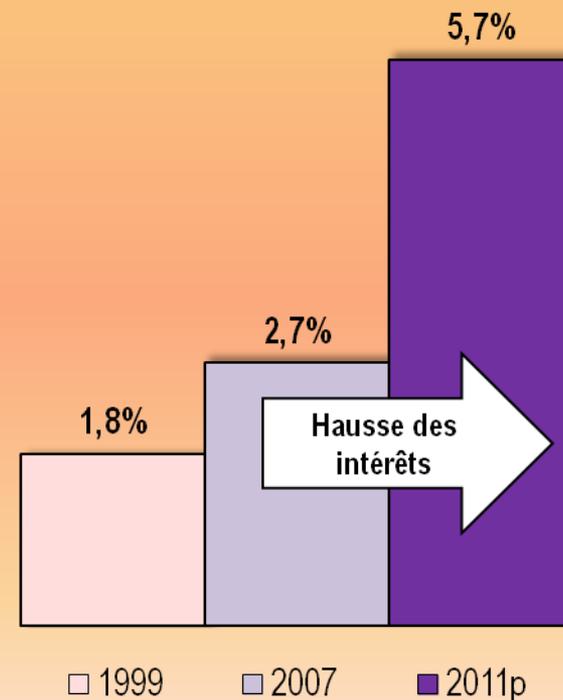


Impact de la baisse des recettes sur la dette et le déficit : patent avant la crise (2007), aggravé avec la crise

Dette publique (en % du PIB)

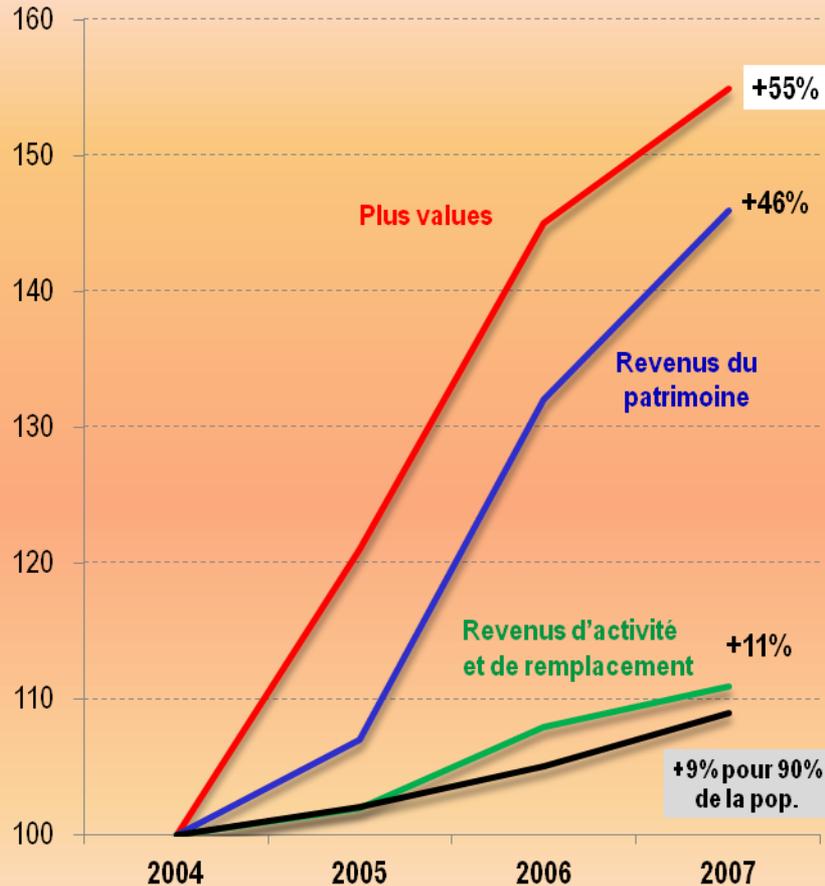


Déficit public (en % du PIB)

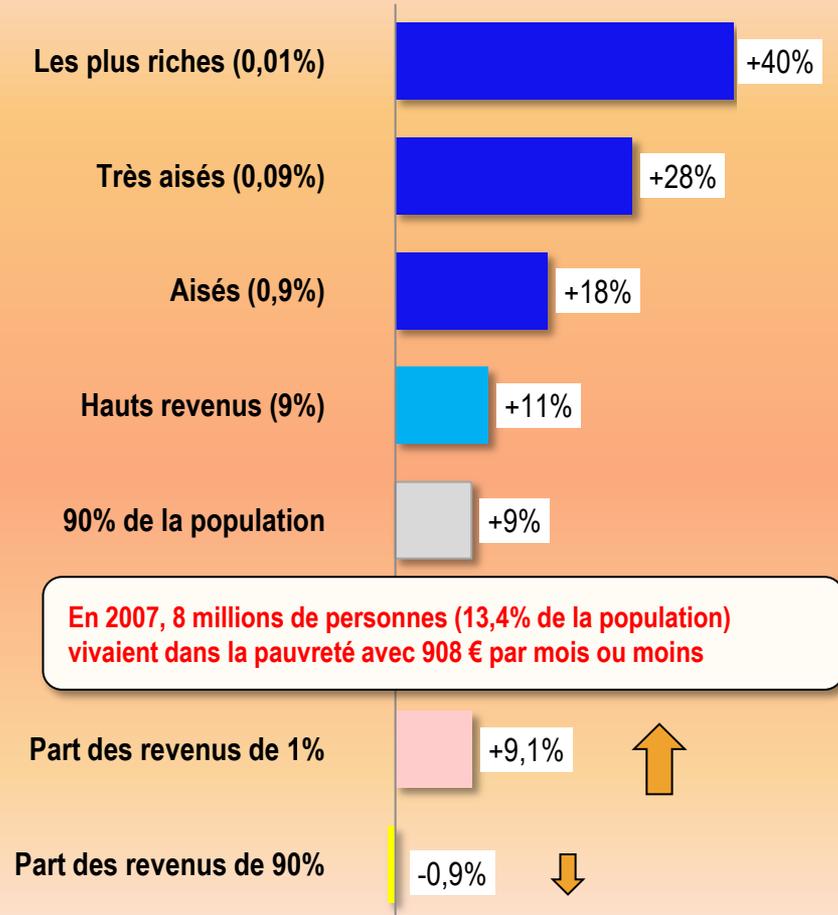


France : mieux vaut être riche et capitaliste (ou rentier) que pauvre et salarié (ou chômeur)

Évolution des revenus par nature en masse (en indice et en € constants)



Évolution des revenus moyens par classe et répartition globale (2004-2007)



En 2007, 8 millions de personnes (13,4% de la population) vivaient dans la pauvreté avec 908 € par mois ou moins

Source : étude Insee sur les très hauts revenus (THR : 1% des contribuables), Julie Solard, avril 2010